

RÈGLEMENT D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Sommaire

CHAPITRE I	6
DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
<i>Article 1</i> - Objet du règlement.....	6
<i>Article 2</i> - Définitions assainissement non collectif.....	6
Assainissement non collectif.....	6
Le Service d'Assainissement Non Collectif.....	6
Eaux usées domestiques.....	6
<i>Article 3</i> - Limites géographiques.....	6
<i>Article 4</i> - Séparation des eaux.....	6
<i>Article 5</i> - Obligation de traitement des eaux usées *.....	6
<i>Article 6</i> - Déversements interdits *.....	6
<i>Article 7</i> - Procédure préalable à l'établissement, la réhabilitation ou la modification d'un assainissement non collectif.....	6
<i>Article 8</i> - Conditions d'établissement d'une installation ANC.....	6
<i>Article 9</i> - Établissements industriels *.....	6
CHAPITRE II	7
PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES DISPOSITIFS.....	7
<i>Article 10</i> - Prescriptions techniques.....	7
<i>Article 11</i> - Définition d'une installation d'assainissement non collectif.....	7
1 - Cas des habitations individuelles et installations de moins de 20 équivalent habitant.....	7
2 - Cas des habitations individuelles et installations supérieures à 20 équivalent habitant.....	7
<i>Article 12</i> - Conception, implantation.....	7
<i>Article 13</i> - Rejet *.....	7
<i>Article 14</i> - Rejet vers le milieu hydraulique superficiel.....	7
<i>Article 15</i> - Emplacement des dispositifs de traitement par le sol en place ou reconstitué.....	7
<i>Article 16</i> - Ventilation de la fosse toutes eaux.....	7
<i>Article 17</i> - Modalités particulières d'implantation (servitudes privées et publiques).....	8
<i>Article 18</i> - Suppression des anciennes installations, des anciennes fosses, des anciens cabinets d'aisances.....	8
CHAPITRE III	8
INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES.....	8
<i>Article 19</i> - Dispositions générales.....	8
<i>Article 20</i> - Séparation des eaux.....	8
<i>Article 21</i> - Colonnes de chute.....	8
CHAPITRE IV	10
CONTRÔLES.....	10
<i>Article 22</i> - Nature du contrôle technique.....	10
Le contrôle technique comprend :.....	10
<i>Article 23</i> - Modalité du contrôle périodique des installations existantes *.....	10
<i>Article 24</i> - Informations données au niveau du certificat d'urbanisme et du permis de construire.....	10
<i>Article 25</i> - Modalités du contrôle des installations neuves ou réhabilitées *.....	10
1 - Vérification de la conception.....	10
2 - Vérification de la bonne exécution des ouvrages.....	10
<i>Article 26</i> - Demande de mise en conformité.....	10

CHAPITRE V	11
OBLIGATIONS DE L'USAGER	11
<i>Article 27</i> - Mise en conformité de l'installation *	11
<i>Article 28</i> - Entretien des installations d'assainissement	11
<i>Article 29</i> - Droits d'accès des représentants du service aux installations *	11
<i>Article 30</i> - Répartition des obligations entre propriétaire et locataire	11
CHAPITRE VI	12
INFRACTION ET SANCTIONS	12
<i>Article 31</i> - Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante *	12
<i>Article 32</i> - Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle *	12
<i>Article 33</i> - Infractions et poursuites *	12
CHAPITRE VII	12
DISPOSITIONS D'APPLICATION	12
<i>Article 34</i> - Date d'application	12
<i>Article 35</i> - Modifications du règlement	12
<i>Article 36</i> - Clause d'exécution	12
ANNEXES	13
LISTE DE TEXTES RÉGLEMENTAIRES	13
Liste énonciative et non limitative	13
A - Normes de matériaux	13
B - Normes produits	13
C - Mise en oeuvre	13

**REGLEMENT
D'ASSAINISSEMENT
NON COLLECTIF**

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – OBJET DU RÈGLEMENT

Conformément à l'article L2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le présent règlement a pour objet de déterminer les relations entre les usagers du service public de l'assainissement non collectif, ci-après dénommé SPANC, et ce dernier, en fixant ou rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur contrôle, leur fonctionnement, les conditions de paiement des redevances d'assainissement non collectif.

ARTICLE 2 – DÉFINITIONS ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

On appelle Assainissement Non Collectif (ANC) tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement collectif.

LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif désigné par son abréviation SPANC dans la suite du document assure le contrôle technique de l'assainissement non collectif conformément aux lois sur l'eau du 18 septembre 2000, du 12 juillet 2010 et aux arrêtés y relatifs. L'objectif de ce contrôle est la protection du milieu naturel et la vérification du bon fonctionnement du système d'assainissement.

Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, salle de bain) et les eaux vannes (urines, matières fécales).

Les missions du SPANC et ce règlement s'appliquent aux installations recevant une charge brute de pollution organique inférieure à 12 kg/j de DBO5 (< 200 équivalent habitant).

ARTICLE 3 – LIMITES GÉOGRAPHIQUES

L'assainissement non collectif des eaux usées est obligatoire sur toutes les zones de la collectivité qui ne sont pas équipées de réseau d'assainissement public de collecte des eaux usées. Le document de référence est le zonage d'assainissement.

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg sur l'existence et la nature du système d'assainissement pouvant desservir sa propriété.

ARTICLE 4 – SÉPARATION DES EAUX

Pour permettre le bon fonctionnement, l'évacuation des eaux pluviales ne doit, en aucun cas, être dirigée vers l'installation d'assainissement.

ARTICLE 5 – OBLIGATION DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES *

Conformément à l'article L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement des eaux usées des habitations non raccordées à un réseau d'assainissement collectif est obligatoire.

Conformément à l'article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique, en cas de construction d'un réseau public de collecte des eaux usées, les immeubles qui y ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage doivent obligatoirement y être raccordés dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau public de collecte.

ARTICLE 6 – DÉVERSEMENTS INTERDITS *

Il est interdit de déverser dans le milieu naturel ou dans tout réseau hydraulique (réseau d'assainissement, canalisation d'eaux pluviales, canaux d'irrigation, fossés de drainage, ...) :

- l'effluent de sortie et les sous-produits de vidange des fosses septiques ou fosses toutes eaux
- les ordures ménagères même broyées
- les huiles usagées (vidanges moteurs ou huiles alimentaires)
- les hydrocarbures
- les liquides corrosifs, les médicaments, les matières inflammables, les métaux lourds et produits radioactifs
- et plus généralement, toute substance, tout corps solide ou non, pouvant polluer le milieu naturel ou nuire au bon fonctionnement des réseaux d'écoulement (exemple : lingettes)
- les eaux de piscine, provenant de la vidange d'un ou plusieurs bassin(s) ou du nettoyage des filtres

ARTICLE 7 – PROCÉDURE PRÉALABLE À L'ÉTABLISSEMENT, LA RÉHABILITATION OU LA MODIFICATION D'UN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Tout propriétaire d'immeuble existant ou à construire, non raccordable à un réseau public destiné à recevoir les eaux usées, doit contacter le SPANC avant d'entreprendre tous travaux de réalisation, de modification ou de remise en état d'une installation d'ANC. Sur sa demande, le SPANC doit lui communiquer les références de la réglementation applicable et la liste des formalités administratives et techniques qui lui incombent avant tout commencement d'exécution des travaux. Les mêmes dispositions sont applicables à tout propriétaire, ou toute personne mandatée par le propriétaire, qui projette de déposer un permis de construire situé sur un terrain non desservi par un réseau public de collecte des eaux usées.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT D'UNE INSTALLATION ANC

Les frais d'établissement d'un ANC, les réparations et le renouvellement des ouvrages sont à la charge du propriétaire de l'immeuble desservi par l'installation.

ARTICLE 9 – ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS *

Les établissements industriels situés en zone d'assainissement non collectif sont tenus de dépouiller leurs eaux de process et autres selon les lois et règlements en vigueur, sous contrôle des services de Police des Eaux, de l'Industrie et de l'Environnement.

CHAPITRE II

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES DISPOSITIFS

ARTICLE 10 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les prescriptions techniques applicables aux systèmes ANC sont celles définies dans les arrêtés ministériels, DTU, et toute réglementation d'assainissement non collectif en vigueur lors de l'exécution des travaux.

ARTICLE 11 - DÉFINITION D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

1 - CAS DES HABITATIONS INDIVIDUELLES ET INSTALLATIONS DE MOINS DE 20 ÉQUIVALENT HABITANT

Les installations d'assainissement non collectif nouvelles ou réhabilitées, recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO5 correspondant à moins de 20 équivalent habitant (EH) comporteront :

- les canalisations de collecte des eaux ménagères et des eaux-vannes
- le prétraitement
- les ouvrages de transfert : canalisations, poste de relèvement des eaux (le cas échéant)
- la ventilation de l'installation
- le traitement
- l'évacuation du traitement par infiltration ou vers le milieu hydraulique superficiel (le cas échéant)

Lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles de provoquer des dépôts préjudiciables à l'acheminement des effluents ou au fonctionnement des dispositifs de traitement, un bac à graisse destiné à la rétention de ces matières est interposé sur le circuit des eaux en provenance des cuisines et le plus près possible de celles-ci.

2 - CAS DES HABITATIONS INDIVIDUELLES ET INSTALLATIONS SUPÉRIEURES À 20 ÉQUIVALENT HABITANT

Les ouvrages d'assainissement non collectif des autres immeubles, ensembles immobiliers et installations diverses, quelle qu'en soit la destination, feront l'objet d'une étude particulière pour justifier les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs, et le choix du mode et du lieu de rejet.

ARTICLE 12 - CONCEPTION, IMPLANTATION

Les dispositifs ANC doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux et de risques pour la santé publique ou la sécurité des personnes.

Leurs caractéristiques techniques et leurs dimensionnements doivent être adaptés aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où ils sont implantés.

Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain, nature et pente et de l'emplacement de l'immeuble.

Les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau destinés à la consommation humaine. L'implantation des dispositifs de traitement doit respecter une distance minimum de 5 mètres par rapport à l'habitation et d'au moins 3 mètres par rapport à toute clôture de voisinage et de tout arbre.

ARTICLE 13 - REJET *

Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire à la réglementation en vigueur et à ce qui suit :

- assurer la permanence du traitement des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation
- assurer la protection des nappes d'eaux souterraines

Sont interdits les rejets d'effluents même traités, dans un puitsard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle. Le rejet d'effluents (ayant subi un traitement complet) dans un puits d'infiltration peut être autorisé par le SPANC.

ARTICLE 14 - REJET VERS LE MILIEU HYDRAULIQUE SUPERFICIEL

Sous réserve du respect de l'article précédent, le rejet d'effluents traités vers le milieu hydraulique superficiel doit faire l'objet d'une validation spécifique du SPANC et du propriétaire et du gestionnaire du milieu récepteur, le cas échéant (particulier, mairie, services de l'Etat...).

ARTICLE 15 - EMPLACEMENT DES DISPOSITIFS DE TRAITEMENT PAR LE SOL EN PLACE OU RECONSTITUÉ

Les dispositifs doivent être situés hors des zones de circulation, de stationnement de véhicules, de cultures, de stockage de charges lourdes. Le revêtement superficiel des dispositifs doit être perméable à l'air et à l'eau. Tout revêtement bitumé ou bétonné est à proscrire.

ARTICLE 16 - VENTILATION DE LA FOSSE TOUTES EAUX

Les fosses toutes eaux doivent être pourvues d'une ventilation constituée d'une entrée et d'une sortie d'air situées au-dessus des locaux habités, d'un diamètre d'au moins 100 millimètres. Conformément aux règles de l'art, l'entrée d'air est assurée par la canalisation de chute des eaux usées, prolongée en ventilation primaire jusqu'à l'air libre.

L'extraction des gaz (sortie de l'air) est assurée par un extracteur statique ou par un extracteur de type éolien.

ARTICLE 17 – MODALITÉS PARTICULIÈRES D'IMPLANTATION (SERVITUDES PRIVÉES ET PUBLIQUES)

Dans le cas d'une habitation ancienne ne disposant pas du terrain suffisant à l'établissement d'un assainissement autonome, celui-ci pourra faire l'objet d'un accord privé entre voisins pour le passage d'une canalisation ou toute autre installation, dans le cadre d'une servitude de droit privé, sous réserve que les règles de salubrité soient respectées et que les ouvrages réalisés répondent aux prescriptions du présent règlement.

Le passage d'une canalisation privée d'eaux usées traversant le domaine public est subordonné à l'accord de son gestionnaire.

ARTICLE 18 – SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, DES ANCIENNES FOSSES, DES ANCIENS CABINETS D'AISANCES

Lors de la mise en conformité des installations d'assainissement non collectif ou en cas de raccordement à un réseau d'assainissement collectif, les anciennes fosses ou autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Faute par le propriétaire de respecter l'obligation édictée ci-dessus, l'Eurométropole de Strasbourg peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques et fosses toutes eaux, mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont, soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

Schéma d'installation d'un système d'assainissement non collectif type tranchée d'épandage

CHAPITRE III

INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

ARTICLE 19 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Il est précisé que les installations sanitaires intérieures doivent :

- être conformes aux Normes Européennes, à défaut Françaises, et Documents Techniques Unifiés en vigueur
- respecter les dispositions du Règlement Sanitaire Départemental.

Cette conformité est vérifiée par le SPANC de l'Eurométropole de Strasbourg. Elle fera l'objet d'une demande d'autorisation instruite sur la base d'un dossier de demande lors de toute première mise en service.

Toute modification ou addition ultérieure aux installations devra donner lieu à une autorisation délivrée dans les conditions fixées ci-dessus.

ARTICLE 20 – SÉPARATION DES EAUX

Les descentes de gouttières doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

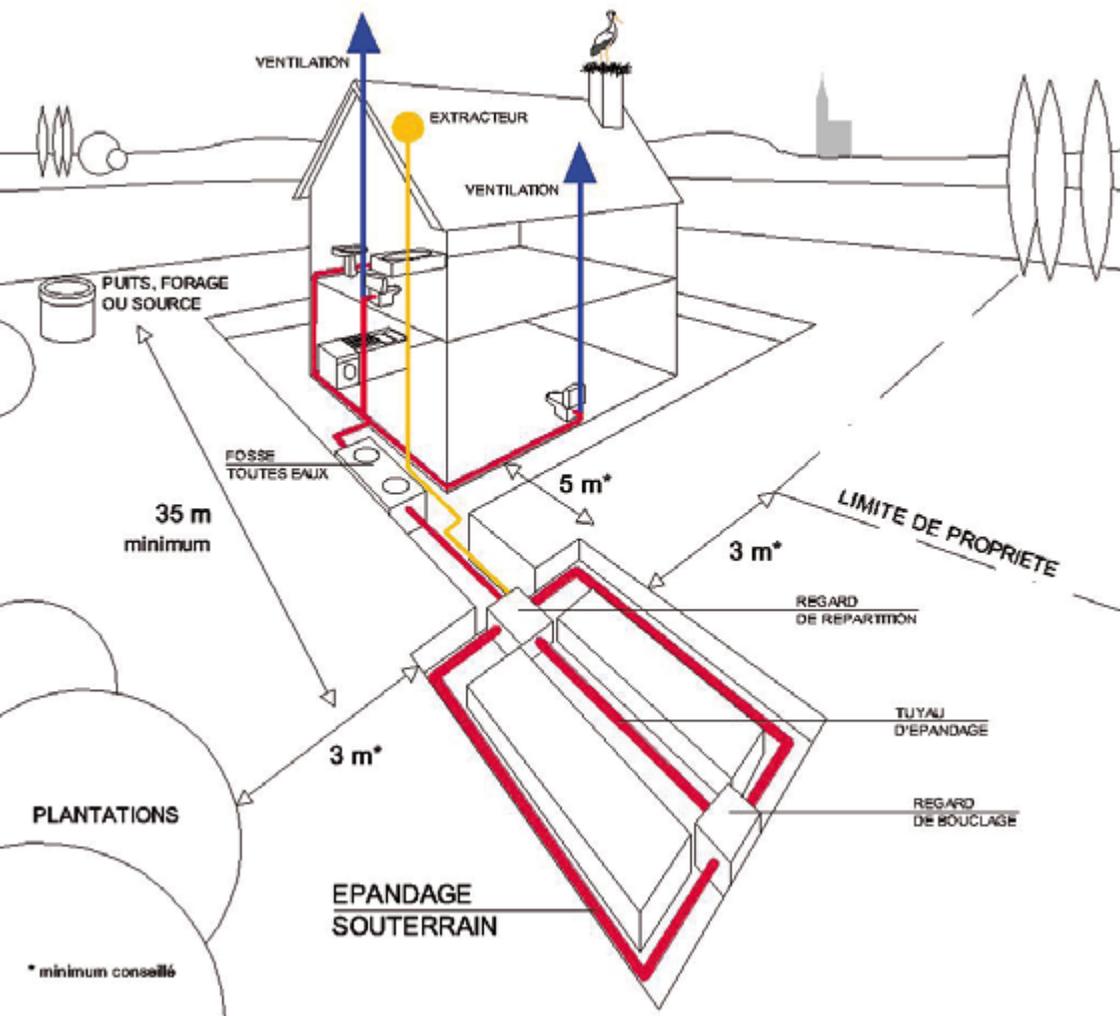
Les eaux pluviales ne peuvent pas être raccordées aux installations d'assainissement non collectif. Elles sont à gérer à la parcelle.

ARTICLE 21 – COLONNES DE CHUTE

Aux fins d'aération de conduites, les colonnes doivent déboucher à l'air libre sur le toit et être munis d'un dispositif de protection. L'extrémité supérieure de ces aérations ne doit pas déboucher vers le haut, soit sur des terrasses, soit devant des portes ou à une distance horizontale de moins de 2 mètres de fenêtres de locaux habités.

Les clapets d'aération ne peuvent pas remplacer les éléments nécessaires à la ventilation des installations d'assainissement (fosses toutes eaux), des fosses de relevage, des séparateurs de graisse et des séparateurs de fécale.

Au pied de chaque colonne de chute, une pièce de visite facilement accessible, doit être installée. Le diamètre des ouvertures de ces pièces doit être sensiblement égal à celui des tuyaux sur lesquels elles sont aménagées.



CHAPITRE IV

CONTRÔLES

ARTICLE 22 - NATURE DU CONTRÔLE TECHNIQUE

LE CONTRÔLE TECHNIQUE COMPREND :

1 - La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages d'assainissement non collectif. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette vérification est effectuée avant remblaiement.

2 - La vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur du prétraitement
- dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité du rejet peut être demandé par le SPANC, ce contrôle sera à la charge du propriétaire.

3 - La vérification du bon entretien des installations et notamment :

- vérification de la réalisation périodique des vidanges des dispositifs de prétraitement tel que la fosse toutes eaux, fosse septique et bac à graisse.
- vérification, le cas échéant, de l'entretien et de la maintenance des filières agréées.
- vérification du cahier de vie pour les installations supérieures à 20 EH. Le cahier de vie comprendra trois sections (voir article 20-II de l'arrêté du 21 juillet 2015) :
 - « description, exploitation et gestion du système d'assainissement »
 - « organisation de la surveillance du système d'assainissement »
 - « Suivi du système d'assainissement ».

ARTICLE 23 - MODALITÉ DU CONTRÔLE PÉRIODIQUE DES INSTALLATIONS EXISTANTES *

Le contrôle est effectué selon une périodicité régulière qui n'excède pas dix années.

La date de contrôle est fixée par le SPANC de l'Eurométropole de Strasbourg.

Des contrôles occasionnels peuvent être en outre effectués en cas de nuisances ou de pollutions constatées.

Un compte rendu du contrôle technique est remis à l'utilisateur, au propriétaire le cas échéant, au maire de la commune concernée.

Les frais de contrôle périodique donnent lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé annuellement par l'arrêté tarifaire de l'Eurométropole de Strasbourg. Il pourra être obtenu par simple demande au Service de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 24 - INFORMATIONS DONNÉES AU NIVEAU DU CERTIFICAT D'URBANISME ET DU PERMIS DE CONSTRUIRE

Lors d'une demande de certificat d'urbanisme ou de permis de construire, l'Eurométropole de Strasbourg est consultée et donne son avis sur le mode d'assainissement de la future construction.

ARTICLE 25 - MODALITÉS DU CONTRÔLE DES INSTALLATIONS NEUVES OU RÉHABILITÉES *

1 - VÉRIFICATION DE LA CONCEPTION

L'utilisateur qui projette de réaliser ou de réhabiliter une installation d'assainissement doit déposer auprès du SPANC de l'Eurométropole de Strasbourg un dossier de demande d'autorisation.

Ce dossier comportera au minimum :

- un formulaire de demande d'autorisation dûment rempli
- un plan de situation, les plans et coupes de détail des ouvrages

Selon la nature du projet :

- une analyse du sous-sol justifiant le type de technique choisi et l'implantation
- l'autorisation de déversement dans un milieu naturel
- tout autre document jugé nécessaire par le service à l'instruction du dossier

Le SPANC vérifie la conception du projet, sa conformité par rapport à la réglementation et aux règles de l'art, et le cas échéant, après visite du site, y apporte des corrections.

L'accord favorable est formalisé par un arrêté signé du Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son délégataire ou représentant.

L'utilisateur doit se conformer à cet avis.

2 - VÉRIFICATION DE LA BONNE EXÉCUTION DES OUVRAGES

Le SPANC de l'Eurométropole de Strasbourg doit être informé au moins 7 jours à l'avance par l'utilisateur du début des travaux.

Un technicien se rend sur le chantier et s'assure - à tranchées ou vertes - que la réalisation des dispositifs d'assainissement est exécutée conformément à l'autorisation délivrée.

Le non-respect de ces règles par le propriétaire engage totalement sa responsabilité.

Les frais de contrôle d'une installation neuve ou réhabilitée donnent lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé annuellement par l'arrêté tarifaire de l'Eurométropole de Strasbourg. Il pourra être obtenu par simple demande au Service de l'Eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 26 - DEMANDE DE MISE EN CONFORMITÉ

Toutes les constructions situées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg peuvent faire l'objet d'une demande de mise en conformité des installations d'assainissement suite aux visites de contrôle effectuées.

CHAPITRE V

OBLIGATIONS DE L'USAGER

ARTICLE 27 – MISE EN CONFORMITÉ DE L'INSTALLATION *

Les installations d'assainissement doivent être respectueuses des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Dans l'hypothèse où elles ne le seraient pas, si le compte rendu de contrôle fait apparaître la nécessité d'entreprendre des travaux, le propriétaire est tenu de les mettre en conformité.

- les travaux sont réalisés sous quatre ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré, d'après l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ;
- En cas de vente les travaux sont réalisés au plus tard un an après la vente, d'après l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation.

En cas de non mise en conformité dans les délais impartis, le SPANC se réserve le droit de fixer des visites périodiques plus fréquentes jusqu'à la régularisation.

ARTICLE 28 – ENTRETIEN DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT

L'utilisateur est tenu d'entretenir son dispositif d'assainissement de manière à assurer :

- le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse
- le rejet des eaux au milieu naturel sans entraîner de pollution dans celui-ci

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

Sauf circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant, les vidanges de boues et de matières flottantes sont effectuées :

- Lorsque que les boues occupent 50% du volume utile de la fosse toutes eaux
- Concernant les dispositifs agréés par l'Etat, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le prestataire qui réalise une vidange est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

L'utilisateur est tenu de tenir copie de ce document à disposition du SPANC de l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 29 – DROITS D'ACCÈS DES REPRÉSENTANTS DU SERVICE AUX INSTALLATIONS *

Les représentants du SPANC ont accès aux propriétés privées dans les conditions prévues à l'article L 1331-11 du Code de la Santé Publique.

Les visites des agents seront précédées d'un avis de passage adressé à l'utilisateur dans un délai suffisant. L'utilisateur doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du service.

Il doit être présent ou être représenté lors de toutes interventions du service.

Les agents du SPANC de l'Eurométropole de Strasbourg n'ont pas la possibilité de pénétrer de force dans une propriété privée.

Dans le cas d'empêchement, ils doivent relever l'impossibilité d'effectuer leur contrôle, et peuvent demander l'assistance du Maire de la commune concernée, de son délégué, au titre de ses pouvoirs généraux de police, ou de toute autre agent assermenté afin de constater ou de faire constater l'infraction.

ARTICLE 30 – RÉPARTITION DES OBLIGATIONS ENTRE PROPRIÉTAIRE ET LOCATAIRE

Le propriétaire remet à son locataire les documents précisant la consistance et le fonctionnement de l'installation ANC, la description des opérations d'entretien y relatifs, ainsi que le règlement ANC, nécessaires à assurer la pérennité de l'ouvrage.

CHAPITRE VI

INFRACTION ET SANCTIONS

ARTICLE 31 – SANCTIONS EN CAS D'ABSENCE D'INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF, OU DE DYSFONCTIONNEMENT GRAVE DE L'INSTALLATION EXISTANTE *

Conformément à l'article 5 du présent règlement, tout immeuble doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et maintenue en bon état de fonctionnement. L'absence d'installation d'assainissement non collectif ou le mauvais état de fonctionnement de cette dernière, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance de contrôle (article L1331-8 du code de la santé publique), éventuellement majorée dans une proportion fixée par l'arrêté tarifaire de l'Eurométropole.

La majoration est plafonnée au doublement de la redevance.

Toute pollution de l'eau peut exposer son auteur à des poursuites et sanctions pouvant aller jusqu'à 75 000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement, conformément à l'article L216-6 du Code de l'environnement.

ARTICLE 32 – SANCTIONS POUR OBSTACLE À L'ACCOMPLISSEMENT DES MISSIONS DE CONTRÔLE *

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, le propriétaire est astreint au paiement de la somme définie par le code de la santé publique (article L1331-8) et le cas échéant, par la délibération qui fixe le taux de majoration dans une proportion fixée par l'organe délibérant dans la limite de 100 %.

On appelle obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle, toute action du propriétaire ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier ;

- refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif,
- absences aux rendez-vous fixés par le SPANC à partir du 2ème rendez-vous sans justification,
- report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC à compter du 4ème report

Conformément à l'article 29, il appartient au propriétaire de permettre au SPANC d'accéder aux installations dont il assure le contrôle. Tout obstacle mis par un occupant à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC sera assimilé à un obstacle.

ARTICLE 33 – INFRACTIONS ET POURSUITES *

Les infractions au présent règlement sont constatées par les agents du SPANC de l'Eurométropole de Strasbourg. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 34 – DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à dater de son adoption par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg. Le règlement sera remis au propriétaire lors de la première visite de contrôle ou lors de la demande d'autorisation à l'occasion d'une création d'installation neuve. En dehors de ces cas le règlement peut être obtenu par simple demande au Service de l'Eau et de l'Assainissement ainsi qu'en version dématérialisée sur le site internet de Strasbourg (www.strasbourg.eu rubrique Environnement).

ARTICLE 35 – MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'Eurométropole de Strasbourg et adoptées selon la même procédure que celle suivie par le règlement initial.

Toutefois, ces modifications doivent être portées préalablement à la connaissance des usagers du service pour leur être opposable.

ARTICLE 36 – CLAUSE D'EXÉCUTION

Le représentant de l'Eurométropole, les agents du SPANC de l'Eurométropole de Strasbourg habilités à cet effet et le receveur de la collectivité autant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Le présent règlement a été adopté par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 24 mars 2016.

ANNEXES

LISTE DE TEXTES RÉGLEMENTAIRES

LISTE ÉNONCIATIVE ET NON LIMITATIVE.

Les textes réglementaires cités sont ceux en vigueur à la date de l'adoption du présent règlement. Les nouvelles normes et nouveaux textes ultérieurs s'appliqueront de plein droit.

A - NORMES DE MATÉRIAUX

NF EN 1401-1 Avril 2009 / Systèmes de canalisations en plastique pour les branchements et les collecteurs d'assainissement enterrés sans pression - Poly(chlorure de vinyle) non plastifié (PVC-U) - Partie 1 à 3

XP P16-362 2006 / Systèmes de canalisations en plastique pour les branchements et les collecteurs d'assainissement enterrés sans pression - Tubes en polychlorure de vinyle non plastifié (PVC-U) à parois structurées et à couches interne et externe compactes à surfaces lisses et leurs assemblages - Spécifications

NF P41-212 2000 DTU 60.32 / Travaux de bâtiment - Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié - Évacuation des eaux pluviales - Cahier des charges

NF P41-213 2000 DTU 60.33 / Travaux de bâtiment - Travaux de canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié - Évacuation d'eaux usées et d'eaux vannes - Cahier des charges

NF EN 295-1 2012- 2013 / Systèmes de tuyaux en grès vitrifié pour les collecteurs d'assainissement et les branchements - Partie 1 à 7.

NF EN 1916 Décembre 2003 / Tuyaux et pièces complémentaires en béton non armé, béton fibré acier et béton armé

NF EN 1917 Décembre 2003 / Regards de visite et boîtes de branchement en béton non armé, béton fibré acier et béton armé

NF EN 598 2009 / Tuyaux, raccords et accessoires en fonte ductile et leurs assemblages pour l'assainissement - Prescriptions et méthodes d'essai

NF EN 877 1999 / Tuyaux et raccords en fonte, leurs assemblages et accessoires destinés à l'évacuation des eaux des bâtiments - Prescriptions, méthodes d'essais et assurance qualité

B - NORMES PRODUITS

NF EN 12050 2001 / Stations de relevage d'effluents pour les bâtiments et terrains - Principes de construction et d'essai. Parties 1 à 4

NF EN 13380 2001 / Prescriptions générales pour les composants utilisés pour la rénovation et la réparation des réseaux de branchement et d'assainissement à l'extérieur des bâtiments

NF P98-321 1986 / Dispositifs d'évacuation des eaux des cours et des bâtiments - Dispositifs de couronnement dont la cote de passage est inférieure à 200 mm - Siphons de sol - Caractéristiques - Dimensions - Essais

NF EN 1253 1999 - 2004 / Avaloirs et siphons pour bâtiments Parties 1 à 5

NF EN 858-2 2003 / Installations de séparation de liquides légers (par exemple hydrocarbures) - Partie 2 : choix des tailles nominales, installation, service et entretien

C - MISE EN ŒUVRE

NF EN 1610 1997 / Mise en oeuvre et essais des branchements et collecteurs d'assainissement

NF EN 752 2008 / Réseaux d'évacuation et d'assainissement à l'extérieur des bâtiments

NF EN 476 Mars 2011 / Exigences générales pour les composants utilisés pour les branchements et les collecteurs d'assainissement

NF EN 1295 1998 - 2006 / Calcul de résistance mécanique des canalisations enterrées sous diverses conditions de charge Parties 1 à 2

NF EN 12889 2000 / Mise en oeuvre sans tranchée des branchements et canalisations d'assainissement et leurs essais

NF EN 1091 1997 / Réseaux d'assainissement sous vide à l'extérieur des bâtiments

NF EN 1671 1997 / Réseaux d'assainissement sous pression à l'extérieur des bâtiments

NF P16-442 2007 / Mise en oeuvre et maintenance des séparateurs de liquides légers et déboueurs

XP P36-201 1997 DTU 40.5 / Couverture - Travaux d'évacuation des eaux pluviales - Cahier des clauses techniques

NF P40-201 1993 - 2000 DTU 60.1 / Travaux de bâtiment - Plomberie sanitaire pour bâtiments à usage d'habitation - Cahier des charges

NF DTU 60.11 2013 / Règles de calcul des installations de plomberie sanitaire et des installations d'évacuation des eaux pluviales

NF P41-220 1993 - 2000 DTU 60.2 / Travaux de bâtiment - Canalisations en fonte - Évacuations d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eaux vannes - Cahier des clauses techniques.

NF P41-221 1999 - 2000 DTU 60.5 / Travaux de bâtiment - Canalisations en cuivre - Distribution d'eau froide et chaude sanitaire, évacuation d'eaux usées, d'eaux pluviales, installations de génie climatique - Cahier des clauses techniques

NF P52-305 1999 - 2000 DTU 65.10 / Travaux de bâtiment - Canalisations d'eau chaude ou froide sous pression et canalisations d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales à l'intérieur des bâtiments - Règles générales de mise en œuvre - Partie 1 : cahier des clauses techniques - Partie 2 : cahier des clauses spéciales (référence commerciale des parties 1 et 2)

NF P 15-910 Sept 2001 / Lignes directrices pour un diagnostic des installations d'assainissement autonome et pour une aide à la contractualisation de leur entretien

NF DTU 64.1 Août 2013 / Dispositifs d'assainissement non collectif (dit autonome) - Pour les maisons d'habitation individuelle jusqu'à 20 pièces principales

Service de l'Eau et de l'Assainissement

Accueil du public

11 quai Fustel de Coulanges

67000 Strasbourg

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**

Ville et Eurométropole

1 parc de l'Étoile

67076 Strasbourg Cedex - France

Site internet : **www.strasbourg.eu**

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**

Courriel : **courrier@strasbourg.eu**